

Italie : les trois derniers présidents du Conseil n'ont jamais été élus !



Après le référendum qui a mis fin au Gouvernement de M. Renzi et pendant les jours durant lesquels le Président de la République italienne, M. Mattarella, devra décider qui gouvernera l'Italie dans les mois à venir, nous estimons important d'expliquer à nos lecteurs comment il a été possible à M. Renzi d'être le troisième Président du Conseil non élu.

Il faut remonter en 2011. Le Président du Conseil était à l'époque M. Berlusconi. Beaucoup a été dit sur cet homme et beaucoup continue à s'écrire, mais il est incontestable qu'il avait réussi par exemple à bloquer l'arrivée des migrants en signant plusieurs accords avec Kadhafi et la Libye. Selon une grande partie de l'opinion publique, sa politique dérangeait plusieurs pays ; ce qui est sûr, c'est que l'Allemagne, mais la France aussi, a joué un rôle important dans les événements qui ont provoqué la fin de son gouvernement.

Actuellement le procureur de Trani enquête sur les opérations effectuées par la Deutsche Bank (7 milliards d'euros) sur les Titres d'État italiens à l'époque. En peu de temps le « spread » a augmenté de telle façon que l'Italie ne pouvait plus y faire face. Berlusconi a dû démissionner et le Président de la République a nommé un nouveau chef du gouvernement à sa place, un « gouvernement technique » qui

aurait dû s'occuper surtout de l'économie italienne. C'est le Gouvernement qui a fait tout ce qu'il pouvait pour détruire l'économie italienne, celui de M. Monti qui a fait des dégâts dont les conséquences se font remarquer encore aujourd'hui. Mais Monti était très apprécié par Mme Merkel... Monti est le premier Président du Conseil non élu.

En décembre 2012 il n'a plus aucun soutien au Parlement et il démissionne. Les élections de 2013 présentent un résultat inattendu : aucun groupe politique n'a eu assez de votes pour pouvoir gouverner. En avril 2013, le Président de la République – encore ce même M. Napolitano qui avait nommé Monti – nomme M. Letta (Partito Democratico) Président du Conseil. Letta démissionnera en février 2014 parce qu'il a perdu le soutien de son propre parti qui lui préfère M. Renzi. Celui-ci, qui a continué la politique imposée par les pouvoirs forts, a démissionné hier. Il avait aussi annoncé qu'il allait abandonner la vie politique en cas de défaite au référendum.

Pour l'instant, il ne l'a pas fait et il occupe encore son poste à la direction de son parti, le Partito Democratico. Aujourd'hui le président de la République a commencé les consultations avec tous les groupes politiques (23 !) du Parlement. Il devra décider s'il doit nommer un gouvernement (et qui nommer) qui restera en charge jusqu'aux prochaines élections en 2018, ou nommer un Président du Conseil pour quelques mois et annoncer les élections anticipées en 2017.

En ce moment on ne peut pas voter, parce qu'on n'a pas de loi électorale : la loi électorale que le gouvernement Renzi avait votée est en ce moment sous contrôle de la Cour constitutionnelle – et le sera au moins jusqu'à la fin janvier – parce qu'elle a introduit des règles qui sont contre ce qui est prévu par la Constitution, la Constitution que le peuple italien n'a pas voulu changer.

S'il est vrai que les Italiens ont trop de partis et de

groupes politiques, il est aussi vrai que chaque fois que l'Italie choisit un gouvernement qui travaille vraiment pour le bien de ses concitoyens, les pouvoirs et les influences externes, l'Allemagne au premier rang, s'engagent à mettre un terme à ce gouvernement. Cela en ligne avec la politique de l'Union européenne qui se transforme chaque jour de plus en plus en territoire de la « Grande Allemagne ».

Marinella Colombo

Correspondant d'Italie